Deloitte.

Communiqué de presse

Zurich/Genève, le 12. juillet 2020

Etude <u>Power Up Switzerland:</u> comment le pays et les entreprises tentent de rebondir après la crise du coronavirus

Le modèle de réussite suisse est sous pression : la baisse de la compétitivité et les faibles gains de productivité étaient déjà des enjeux avant la crise du coronavirus. Les entreprises en Suisse doivent tirer parti de l'élan généré par le caractère extraordinaire de la situation et des aides publiques pour passer dès que possible et durablement du mode de crise à un mode de croissance. En plus d'agir sur l'efficacité et des coûts, elles devraient également améliorer la résilience et le développement durable. Pour son nouveau rapport *Power Up Switzerland*, Deloitte Suisse a interrogé environ 400 personnalités importantes du monde économique, associatif et politique sur les facteurs de réussite de la Suisse. L'analyse détaillée a permis d'identifier huit domaines d'action qui doivent être traités de manière coordonnée par l'État et les entreprises.

La compétitivité de la Suisse a reculé. Le pays risque de perdre sa position de leader sur le plan international et de se retrouver relégué en milieu de tableau. Les économistes s'inquiètent de la faible croissance de la productivité et de la perte d'attractivité de la Suisse selon plusieurs classements significatifs (p.ex. le WEF Global Competitiveness Report 2019 ou le Weltbank-Report Doing Business 2019). À cela s'ajoutent les conséquences de la crise du coronavirus qui n'est pas terminée et qui accentue les problèmes existants. Si la Suisse n'agit pas à temps et de façon déterminée, la compétitivité risque de se détériorer davantage, la croissance s'affaiblira et le pays ne sera plus en mesure de maintenir sa position de leader.

La crise du coronavirus révèle des défaillances

Malgré la réaction des autorités suisses, largement saluée dans la phase initiale de la pandémie, des faiblesses ont également été constatées. « La crise du coronavirus a rendu visibles des défaillances étatiques qui ne concordent pas avec un pays moderne et innovant », explique Michael Grampp, économiste en chef chez Deloitte Suisse. « Mais il est aussi apparu clairement que de nombreuses entreprises n'ont pas agi de manière suffisamment proactive et qu'il est nécessaire de mener des actions dans de nombreux domaines, en particulier lorsqu'il s'agit de faire preuve de réactivité en cas de crise. » Par ailleurs, les entreprises en Suisse ne s'attendent plus à une reprise économique rapide, comme le montre la dernière enquête de Deloitte auprès des CFO.

Si la Suisse ne veut pas se retrouver en milieu de tableau, elle doit agir maintenant. « Le succès nous incite à nous reposer sur nos lauriers », souligne Michael Grampp. « Des réformes ciblées sont nécessaires si la Suisse veut retrouver à long terme son ancienne position de leader. Nous devrions profiter de l'élan créé par la gestion de la crise et prendre dès maintenant des mesures à long terme pour préparer l'économie suisse aux années et décennies à venir. L'État et le secteur privé doivent y apporter leur contribution », précise M. Grampp.

Huit domaines d'action à fort potentiel

« Pendant la crise du Corona, chez Deloitte Suisse, nous avons <u>aidé nos clients des secteurs privé et public</u> à relever les nouveaux défis de manière proactive. En avril et mai, sur la base d'enquêtes et d'articles d'opinion, nous avons montré <u>comment la Covid-19 a changé nos vies</u>. Aujourd'hui l'étude *Power Up Switzerland* sert de feuille de route pour le renouvellement du modèle suisse. Nous voulons proposer des suggestions sur la manière de rendre l'économie et les entreprises suisses plus durables et plus résistantes », explique Nico Kleyn, Associé, Responsable Clients et Industries.

Domaines d'action	Mesures	
	Politiciens	Entreprises
Entreprenariat et culture startup	Réduction des obstacles, diminution de la fiscalité et intégration de l'entreprenariat dans les programmes d'enseignement	Création d'une véritable culture de tolérance face aux erreurs et développement de nouvelles formes de coopération
Innovation	Réduction des réglementations, présentation de meilleurs modèles, amélioration de la sécurité et de la gestion des données	Soutien de la capacité d'innovation par le biais d'une analyse de la maturité, d'écosystèmes et de solutions mobiles tout en priorisant la cybersécurité
Commerce international	Démantèlement des barrières commerciales et extension des accords commerciaux	Révision et optimisation des chaînes d'approvisionnement et de la stratégie d'implantation
Gestion des talents et compétences	Adaptation de la structure afin de combattre la pénurie imminente de compétences et modernisation de la loi sur le travail pour qu'elle soit en phase avec l'ère numérique	Ciblage stratégique sur de nouvelles formes d'emploi ainsi que sur des ressources humaines inexploitées et alternatives
Recherche et développement	Prise de distance par rapport à une politique industrielle et soutien à des contrats de recherche, des regroupements, des mesures destinées à promouvoir la formation et la coopération	Promotion de processus de développement flexibles, de partenariats technologiques et de cycles de retours d'informations centrés sur le client
Environnement fiscal	Soutien et maintien de la concurrence fiscale et du rapport de confiance entre les contribuables et les autorités fiscales, et amélioration de l'efficacité du système fiscal	Plus grande ouverture et transparence avec les agences externes, et renforcement de la numérisation des processus internes
Développement durable, infrastructure et énergie	Formulation d'une vision claire pour la Suisse en tant que site d'implantation respectueux des critères de développement durable, renforcement de la responsabilisation face à la pollution et aux pratiques contraires au développement durable et amélioration de la sécurité de l'approvisionnement	Elaboration de définitions spécifiques, d'objectifs précis et d'une stratégie cohérente en terme de développement durable, ainsi que de nouvelles approches pour l'infrastructure et l'énergie via la mise en place de budgets de mobilité pour les employés
Marchés financiers	Amélioration de la résilience en matière de compétitivité sur la place financière, mise en place d'une réglementation intelligente pour les fintechs et les crypto-monnaies, et ébauche de normes précises afin d'assurer la durabilité de la finance	Amélioration de la maturité numérique, de l'utilisation de solutions informatiques sur le cloud et de la gestion des liquidités

Huit domaines d'action et de mesures recommandées

Pour chacun des huit domaines d'action identifiés, *Power Up Switzerland* propose des mesures concrètes – tant pour l'État que pour les entreprises – qui devraient promouvoir la compétitivité et remettre la Suisse sur la voie du succès.

En janvier 2020 déjà, Deloitte avait interrogé 400 dirigeants d'entre prises, d'administrations et d'associations sur la compétitivité de la Suisse. Les participants à l'enquête en ligne ont évalué un total de 21 facteurs d'influence. Les économistes et les experts industriels de Deloitte ont identifié huit domaines présentant le plus grand potentiel de réussite. La crise du coronavirus et les mesures prises par l'État et les entreprises en conséquence ont été incluses dans les évaluations.

« Avec l'étude *Power Up Switzerland*, nous avons identifié huit domaines d'action pour lesquels une action cohérente de l'État et des entreprises peut faire une grande différence. Les mesures à court terme prises par la politique et les entreprises après le choc du coronavirus étaient justes et importantes, mais elles ne constituent pas une base suffisante pour une réussite à long terme », explique M. Kleyn.

Pour un avenir durable et robuste

« C'est maintenant aux entreprises suisses de faire preuve d'une plus grande initiative et de renforcer leur pouvoir d'innovation pour se repositionner sur le plan international », insiste M. Kleyn. Dans chacun des huit domaines d'action identifiés dans l'étude *Power Up Switzerland*, Deloitte a développé de nombreuses mesures pour renforcer la compétitivité de la Suisse et des entreprises installées dans le pays. La politique peut apporter beaucoup en éliminant les barrières commerciales, en réduisant le volume de la réglementation, en réorganisant les régimes de retraite ou en numérisant davantage sa propre administration.

Les mesures destinées aux entreprises peuvent être résumées sous le terme générique commun de « résilience durable »: la durabilité exige la prise en compte de l'environnement, de la société et de l'économie, une thématique à trois volets qui, d'après le dernier swissVR Monitor, n'est pas encore assez systématiquement abordée par de nombreuses entreprises. La résilience doit être accrue afin de pouvoir survivre à des situations économiques difficiles sans dommages durables.

Renforcer les chaînes d'approvisionnement et la cyberdéfense

La « résilience durable » signifie par exemple en matière de commerce international, que les entreprises doivent réévaluer leurs chaînes d'approvisionnement et leurs stratégies d'implantation existantes afin de les optimiser et de les différencier. Pour ce qui est des questions de nature environnementale ou fiscale, il est judicieux d'intensifier le dialogue avec les parties prenantes concernées et de communiquer de manière transparente auprès du public afin de mener un dialogue constructif sur un pied d'égalité», précise M. Kleyn.

« Il existe également un potentiel considérable d'amélioration de la résilience en matière de gestion des collaborateurs », déclare Nico Kleyn. Il est possible de donner aux travailleurs plus de mobilité, de flexibilité et de responsabilité personnelle. Si de plus en plus d'employés peuvent travailler davantage indépendamment des horaires ou du lieu, la résilience de l'organisation s'en trouvera accrue. Les entreprises doivent comprendre qu'une meilleure intégration des travailleurs âgés et des femmes peut contribuer de manière significative à la lutte contre la pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée. Les compétences et les connaissances peuvent également être de plus en plus souvent acquises et échangées en utilisant des plateformes numériques. Pour réussir à mettre en œuvre ces changements, il faut un changement culturel, une stratégie RH tournée vers l'avenir et l'infrastructure technique nécessaire.

La Suisse, un modèle de réussite qui le sera également à l'avenir

Pour que la Suisse puisse aborder l'avenir avec confiance et atteindre une croissance durable, l'étude Power Up Switzerland a identifié un bouquet de mesures supplémentaires (voir l'extrait dans le tableau ci-dessus). Cellesci vont de la prévention renforcée des cybermenaces, de l'utilisation cohérente des technologies mobiles et des applications basées sur le Cloud ou de la mise en place accrue d'écosystèmes d'entreprise, au développement d'une nouvelle culture de l'erreur et de l'apprentissage.

« Au cours des 200 dernières années, la Suisse est devenue l'un des pays les plus prospères du monde », déclare Nico Kleyn. « Nous avons maintenant atteint un point où nous devons prendre des mesures durables et tournées vers l'avenir pour que la Suisse continue d'être reconnue comme un modèle de réussite à l'avenir. »

Interlocuteur: Nico Kleyn

Titre: Associé, Responsable Clients et Industries

Tél.: +41 58 279 8166 E-mail: nikleyn@deloitte.ch

Interlocuteur: Michael Wiget

Titre: Responsable des relations publiques

Tél.: +41 58 279 70 50 E-mail: mwiget@deloitte.ch Interlocuteur: Michael Grampp Titre: Économiste en chef

Tél.: +41 58 279 68 17 E-mail: mgrampp@deloitte.ch

Interlocuteur: Adrian Zebib

Titre: Spécialiste en communication externe

Tél.: +41 58 279 61 42 E-mail: azebib@deloitte.ch

A propos de l'étude Power Up Switzerland:

Sur la base des résultats d'une enquête en ligne menée en janvier 2020 auprès de plus de 400 dirigeants, principalement des membres du conseil d'administration et des directeurs généraux, mais aussi des économistes et des hauts fonctionnaires, Deloitte a identifié huit domaines d'action et proposé des mesures en coopération avec les experts industriels de Deloitte Suisse et du réseau international. L'enquête a été réalisée dans le cadre du swissVR Monitor, qui est publié tous les six mois par swissVR, Deloitte et la Haute école spécialisée de Lucerne. Cette année et l'année prochaine, nous publierons régulièrement des informations plus détaillées sur les huit domaines d'action et maintiendrons un échange avec les organisations, les associations et les entreprises.

Deloitte Suisse

Deloitte compte parmi les principales sociétés suisses fournissant des services professionnels dans les domaines Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Avec plus de 2'000 collaborateurs répartis dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte Suisse est une filiale de Deloitte North South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'). Les sociétés affiliées de DTTL sont représentées dans plus de 150 pays, et comptent environ 310'000 collaborateurs.

Note aux rédacteurs

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs sociétés membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/fr/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de DTTL. Deloitte NSE LLP et DTTL, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).













